

Macron, la gauche, l'écologie... : les leçons présidentielles de Bruno Latour

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 23 AVRIL 2022



Bruno Latour à Paris en 2020. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Dans un entretien à Mediapart, le philosophe dit ne pas croire qu'Emmanuel Macron l'ait lu et s'inspire de sa pensée, contrairement à ce que le président a récemment affirmé. L'auteur de « Où atterrir ? » réfléchit désormais à l'avenir possible de la « classe écologique » dont il prédisait l'hégémonie, après que le candidat pour lequel il avait appelé à voter a recueilli moins de 5% des suffrages.

Alors que Yannick Jadot n'a pas même atteint le seuil de 5% des suffrages exprimés, la « nouvelle classe écologique consciente et fière d'elle-même », que le philosophe Bruno Latour appelait de ses vœux dans son dernier livre, a-t-elle encore un avenir ?

Le chercheur a été l'un des deux intellectuels cités par Emmanuel Macron, lors de son passage récent sur France Culture. Le président a évoqué son influence sur lui et le fait qu'il l'aurait connu comme « professeur ».

Latour explique pourtant : « Il n'a jamais été mon élève et je ne pense pas qu'il m'ait lu. » Pour lui, la prétendue « mue écologique » du président candidat relève du *storytelling*, même s'il juge qu'Emmanuel Macron a

manqué son « moment churchillien » avec la question des hydrocarbures russes, qui aurait pu constituer un point de bascule dans nos modes de vie.



Dans son *Mémo sur la nouvelle classe écologique* (La Découverte, 2022), co-écrit avec le sociologue Nikolaj Schultz, le philosophe Bruno Latour faisait plusieurs propositions pour redéfinir les fronts politiques autour d'une « classe écologique » ou « classe géo-sociale », souvent « intimidée comme n'étant pas assez de gauche », alors qu'elle serait pourtant, « bien de gauche, et même au carré ». En contestant « la notion de production, on doit même dire que la classe écologique amplifie considérablement le refus d'autonomiser l'économie aux dépens des sociétés », écrivaient les auteurs.

Latour assumait toutefois dans ce *Mémo* son refus d'aligner celle-ci sur la tradition de « lutte des classes » : « même s'il est toujours tentant de faire rentrer une situation nouvelle dans un cadre reconnu », il serait selon lui plus « prudent de ne pas se précipiter pour affirmer que la classe écologique prolonge simplement les luttes anticapitalistes ».

S'il affirme garder du marxisme l'attention aux conditions matérielles, Bruno Latour juge que « ce n'est plus la même matérialité » dont il est aujourd'hui question, et que cela transforme en profondeur la façon de penser la lutte politique.

Pour Latour, même si la conquête de l'appareil d'État est nécessaire, il ne sert à rien d'occuper l'État *«sans avoir derrière soi des classes assez préparées et motivées pour accepter les sacrifices que le nouveau pouvoir, en lutte avec le régime de production, va devoir leur imposer»*. Entretien post-premier tour.

Vous êtes, avec le philosophe allemand Peter Sloterdijk, le seul penseur contemporain cité par Emmanuel Macron comme une source d'inspiration dans son entretien donné à France Culture lundi 18 avril, dans lequel il a affirmé vous avoir eu comme professeur et estimé que vous faites partie des intellectuels qui, *«pour quelqu'un comme [lui] qui est dans l'action, qui a à gérer avec le quotidien et parfois l'urgence, vous mettent dans un déséquilibre qui vous conduit à réfléchir et qui est parfois fécond»*. Cela vous inspire-t-il quelque chose et comment regardez-vous la prétendue *«mue écologique»* du président-candidat?

Bruno Latour: Je n'ai jamais eu Emmanuel Macron comme élève et je ne pense pas qu'il m'ait lu, même s'il a pu entendre parler de mon travail. Peter Sloterdijk, je comprends qu'il y fasse référence, car ce qu'il a écrit sur l'Europe et sa dimension impériale peut être pertinent pour comprendre l'action européenne d'Emmanuel Macron. Mais je ne vois pas en quoi mon travail aurait influencé Macron, et son bilan en matière d'écologie ne plaide pas en sa faveur.

La seule chose qui j'aurais envie de relever dans ses récents propos, c'est cette idée de *«nation écologique»*. C'est sans doute un coup de com', mais la formulation possède toutefois un potentiel d'invention idéologique intéressant. Elle fait entendre la possibilité de réorganiser la définition du territoire, de la nation et de son peuple, autour de l'idée de

l'écologie. *«Nation»*, comme le fit Ernest Renan après la guerre de 1871 avec l'Allemagne, est un terme qu'on utilise quand on veut refonder une histoire.



Bruno Latour à Paris en 2020. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Mais je crains que l'actuel président n'apprenne pas, parce qu'il rappelle la figure de la pièce de Montherlant, *La ville dont le prince est un enfant*, titre inspiré d'un verset de l'Écclésiaste qui débute ainsi: *«Malheur au pays dont le roi est un enfant...»*

Il me semble qu'Emmanuel Macron a raté son *«moment churchillien»*. L'invasion de l'Ukraine permettait de jouer un grand coup, de parler de notre rapport au pétrole et au gaz, de rassembler une grande partie de la gauche et de la droite, autour de l'idée de permettre une mutation de notre territoire vers un nouveau sens de l'histoire.

Bruno Latour

Si la question est de faire atterrir une grande nation industrielle dans son territoire, en se coupant du pétrole et gaz russes, on pouvait à la fois abattre une carte géopolitique classique, mais aussi résoudre une question écologique centrale, en mobilisant l'affect partagé et connu de réaction à une guerre d'agression et en pouvant obtenir les sacrifices nécessaires. Parler de *«nation écologique»* aurait, dans ce contexte, permis de manger sur la définition idiote du territoire de l'extrême droite comme identité et non comme lieu.

Vous avez appelé à voter Jadot au premier tour. Pensez-vous que l'écologie politique possède encore un avenir autonome après le score désastreux du candidat écologiste?

Je reconnais qu'il est difficile, pour quelqu'un qui a écrit un mémo sur l'hégémonie potentielle, au niveau national ou mondial, de la classe écologique, de se retrouver à 4,5%. Cela ajoute une pierre à l'idée qu'il faut se méfier des intellectuels quand ils se mettent à

parler politique. Je ne suis pas politiste, donc je n'ai pas de compétence particulière à analyser les résultats de cette campagne présidentielle.

Mais il me semble que cet avenir autonome reste plus que jamais un horizon, même si cela demeure potentiel. La stratégie du vote utile a englouti l'écologie politique, alors que sa vocation aurait été d'engloutir l'ancienne définition de la gauche. Jadot a fait une campagne sérieuse, trop sérieuse en quelque sorte. Je ne sais pas ce qu'on peut conclure de cet échec.

Ne peut-on considérer l'importance du vote pour Mélenchon comme une forme de succès pour l'écologie politique, même si cela demeure insuffisant, y compris si l'on y ajoute le vote Jadot?

Les affects qu'on tente d'associer avec la classe écologique me semblent différents des affects révolutionnaires, dans une forme atténuée et patrimoniale, proposés par les Insoumis. Cette gauche dite radicale me semble être davantage dans une radicalité d'attitude, alors que l'écologie politique est radicale dans son contenu et modeste dans son attitude. L'écologie politique ne s'organise pas sous la forme d'une conquête du pouvoir et d'un renversement, qui laisse en suspens ce qui sera fait ensuite.

Il s'agit de modifier tous les détails de l'existence d'un système de production installé depuis l'après-guerre, de réparer une à une des situations qui ont été saccagées, de repartir des chaussures que l'on achète, de l'ordinateur que l'on utilise.

L'imaginaire révolutionnaire prétend abattre le système et le remplacer par un autre. Alors qu'il s'agit plutôt de revenir sur des multitudes de décisions concernant nos façons de nous déplacer, de nous habiller. Cela suppose d'engager un mouvement de rétrogradation, de re-sélection de nos manières de vivre qui n'a rien d'enthousiasmant, contrairement à l'imaginaire révolutionnaire.

En outre, dès qu'on commence ce processus, on tombe sur d'innombrables controverses souvent très techniques : Faut-il passer à la voiture électrique? Quelles questions posent alors l'usage du lithium? Doit-on

plutôt renoncer à la voiture individuelle? Doit-on développer ou non les éoliennes? C'est tout le sens que l'on donne à l'Histoire qui est perturbé.

Toutes ces multitudes de questions et de situations rentrent difficilement dans un mouvement politique classique, qui prétendrait orienter et unifier tout cela.

Au risque d'insister, en quoi le programme de Mélenchon vous semble-t-il incompatible avec les nécessités de tout remettre sur le métier en prenant en compte les complexités d'une bifurcation écologique d'ampleur qui rompt avec la logique de la production?

Un problème me semble être que cette vision politique se fonde sur une idée obsolète de l'action de l'État. Cet État qui devrait accompagner la transition écologique a été largement démolé par les trois derniers présidents et ne peut donc accompagner les citoyens à qui on demande une transformation complète de leur mode de vie.

Bruno Latour

Cette situation est dangereuse, et le pouvoir de ces consultants McKinsey en est l'incarnation. Quand je pense qu'il y a parmi eux beaucoup de mes anciens élèves de Sciences Po, c'est terrible. Ils assistent à mes cours et ensuite ils deviennent consultants, j'ai du mal à le comprendre. Mais l'État dont on a besoin est un État apprenant, avec des capteurs partout dans la société, pas l'État fantasmé par les Insoumis qui viendraient avec leur programme mener la bifurcation.

Un autre problème me semble relever de l'esthétique. L'écologie est un problème d'esthétique, qui se fait sentir dans son rapport aux arts, aux émotions, aux relations, qui soit capable de capter la diversité de ce qu'elle désigne, la multitude d'actions dispersées qui la constitue. L'esthétique révolutionnaire ne me semble pas adaptée à ce gouffre qui existe aujourd'hui entre l'action politique et notre capacité à habiter le monde.

Le troisième problème est que, selon moi, il ne faut pas prétendre enchanter le monde avec la politique, mais au contraire la laïciser, la rendre séculière, reconnaître que la politique, ce sont des *modus vivendi*, de toutes

petites choses. Il ne faut pas lui en demander trop. La politique, c'est décevant et c'est bien que ce soit décevant. Le but n'est pas de promettre le paradis sur terre mais de résoudre des problèmes collectifs et techniques.

L'écologie, qui ne peut avoir d'effet d'entraînement si on ne remet pas la politique à sa juste place, c'est des multitudes de décisions sur des problèmes compliqués à haut niveau technique, des sujets qui sont peu sexy.

Je suis un pragmatiste, au sens anglais du terme, un élève du philosophe John Dewey. Pour moi, la politique n'est pas là pour résoudre les problèmes moraux, esthétiques, existentiels ou religieux des gens, elle est là pour obtenir des arrangements autour de questions autour desquelles un public s'assemble et se donne les moyens de résoudre un problème. Il n'y a là rien de transcendant ni de révolutionnaire.

Le problème de la politique, c'est qu'il faut passer par le tunnel de la représentation. Et je ne parle pas là seulement d'élire des assemblées. Même dans une Zad [zone à défendre –ndlr], il s'agit de construire une volonté générale à partir d'une multiplicité de points de vue. Cette tâche n'est pas grandiose, c'est quelque chose de modeste, de fragile, qui suppose de modifier notre rapport à ce qu'on attend de la politique.

Peut-être que je me trompe, mais, pour moi, il reste donc d'énormes différences entre les pôles incarnés par Jadot et par Mélenchon et le vote utile ne signifie qu'il y ait une fusion des valeurs entre ces deux pôles.

L'écologie politique française a un problème d'image et de communication, résumé par ce nom imprononçable d'EELV [Europe Écologie-Les Verts – ndlr]. Mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas une classe écologique pour répondre à l'urgence de refaire une économie à l'échelle de ce que la Terre permet, alors que le *gap* est toujours aussi colossal entre l'urgence de la situation et les réactions qu'elle provoque.

Le problème de cette « classe écologique » dont vous avez voulu cerner les contours avec Nikolaj Schultz n'est-il pas de manquer de conflictualité et d'antagonisme, alors qu'une classe se définit historiquement en vis-à-vis ou en contre ?

Je suis étonné par cette critique. Nous sommes bien en guerre, attaqués de toute part, en situation de lutte. Le danger, quand on parle d'écologie, est plutôt l'idée qu'on pourrait s'entendre. Mais ce qui est différent de la définition marxoïde de la classe est que les fronts sont multiples. La définition des ennemis de classe est en transition, sans qu'on ait les moyens de la stabiliser. Un industriel peut se retrouver de votre côté, tandis qu'un communiste pronucléaire sera votre adversaire. Il est plus difficile de définir les fronts de classe que dans le socialisme classique, d'autant que le sens de l'histoire que nous devons arpenter n'est pas aussi clair qu'il pouvait l'être.

Le sens de l'histoire demeure-t-il aujourd'hui d'améliorer la répartition des richesses ou de redéfinir les problèmes d'habitabilité de la terre, qui concernent au premier chef les classes populaires ? La classe ne se définit pas seulement par l'antagonisme, c'est d'abord un moyen de classer, d'ordonner la société. En outre, la définition antagoniste de la classe est liée à l'histoire spécifique du communisme de guerre bolchevik, mais il a existé d'autres formes de socialisme.

Bruno Latour

On se trouve aujourd'hui dans une multitude de guerres pour la terre, celle que mène Poutine en Ukraine, mais aussi l'extractivisme, les différentes formes de colonisation. On se trouve donc dans une situation de guerre généralisée, mais dont les fronts ne sont pas stabilisés. Ce qui fait que chacun de nous se trouve dans la situation paradoxale d'être mobilisé, au sens où nous sommes conscients des menaces, mais néanmoins immobilisés. Alors que l'écologie domine les « préoccupations » de nos concitoyens, d'après toutes les mesures d'opinion, la traduction politique peine à apparaître.

La lutte contre le capitalisme ne permet-elle pas néanmoins de dessiner un front clair, même s'il est protéiforme ?

Le capitalisme demeure un terme trompeur, qui me semble échapper dès qu'on rentre dans les détails. Si on veut « sortir » du capitalisme, je n'ai toujours pas compris où on allait. Si on veut le dissoudre,

on se retrouve avec des fronts contradictoires. Que fait-on par exemple des 400 personnes qui travaillent aujourd'hui à la BNP pour mettre en adéquation les bilans financiers des entreprises avec l'accord de Paris, ce qui peut à terme entraîner des réallocations de plusieurs milliards et permettre une inflexion colossale du capitalisme ? Est-ce que ce sont nos ennemis parce qu'ils travaillent dans une banque ?

Le capitalisme ne définit pas quelque chose de précis. C'est une sorte de totem. D'ailleurs, Marx ne parle jamais du capitalisme, mais toujours des capitalistes. Personnellement, je ne suis pas contre l'idée d'être «anticapitaliste», mais qu'est-ce que cela porte comme dimensions pragmatiques ?

Dès que l'on commence la description fine des intérêts et des violences effectués sur tel ou tel territoire, ces notions vagues, qui font semblant d'organiser l'imaginaire politique, s'évanouissent. La question du climat ne se dissout pas facilement dans l'anticapitalisme.

Mais la « description » de nos liens et de nos territoires n'est-elle pas un geste politique insuffisant au regard des enjeux contemporains ?

La description est essentielle, et cela marche à condition que vous ne commenciez pas en parlant de politique. Si on commence par avoir une discussion à 30 personnes avec un «sujet» politique, on va finir avec une discussion qui s'adresse à un État fantasmé qui n'existe plus et ne vous écoute pas.

Si on vous demande de prendre un bout de papier, sur un sujet qui vous concerne personnellement, tout finit par apparaître, pas à partir d'une position préalable, mais avec un ancrage personnel. Il faut d'abord dépolitiser pour repolitiser ensuite.

On croit trop souvent parler politique parce qu'on s'adresse à des entités – l'État ou les partis politiques – qui en réalité n'existent plus et ne sont pas équipées pour explorer avec vous ce que pourrait être la volonté commune. C'est ce qui s'est passé avec les «gilets jaunes»: une protestation bouleversante mais qui ne pouvait se faire entendre.

Pour résoudre cette aporie, la description est nécessaire. Elle permet à un éleveur qui déteste *a priori* l'écologie et à un lycéen qui se bat contre la viande à la cantine d'entrer en contact, ce que ne permet pas un débat entre la FNSEA et EELV. Je ne vois pas comment on peut obtenir des classes écologiques sans effectuer ce travail.

Les gens ne savent pas, littéralement, où ils sont. Le socialisme, à la fin du XIX^e, a commencé par analyser où allait l'argent produit par la force de travail d'un gamin de huit ans. Le circuit était peut-être plus simple qu'il ne l'est aujourd'hui, mais les irrptions des **terrestres** dans nos vies humaines obligent à un travail de re-description, qui est d'ailleurs fait non seulement dans nos ateliers, mais aussi par les écoféministes, les zadistes...

Comment combler le gouffre entre le «business as usual» et la réalité de la menace ?

Le contraste entre le calme avec lequel nous continuons à vivre tranquillement et ce qui nous arrive est vertigineux. D'autant que je ne crois pas aux vertus du cataclysme, et que les gens vont se mobiliser de plus en plus au fur et à mesure que les catastrophes vont se multiplier. Il suffit de regarder l'Australie, pays cobaye du bouleversement climatique, qui maintient à sa tête un climato-sceptique. L'imaginaire de la catastrophe produit surtout des effets de panique ou de désespérance.

Le problème est qu'on fait de l'écologie une question morale. Il faudrait faire ça ou ne pas faire ça. Mais, dans l'entre-deux-guerres, on ne présentait pas la question de la lutte contre les «200 familles» comme un problème moral, mais comme une lutte existentielle contre la destruction du monde ouvrier. Seulement, aujourd'hui, les alliances de classe sont plus difficiles à définir et on se contente d'une équation morale bien insuffisante.

Qu'est-ce qui permettrait de rassembler les affects écologiques pour qu'ils deviennent hégémoniques, si ce n'est pas la peur du cataclysme ?

L'écologie est en difficulté quand il s'agit de monter en généralité. Le modèle climat a donné à l'écologie une facilité de compréhension qui s'avère trompeuse. Parce que le global du climat, qui est bien réel puisque le CO₂ se répand sur toute la planète, demeure un global abstrait. Mais ce modèle simple ne vaut pas partout. J'ai participé récemment aux «Ateliers de la pensée» de Dakar, et l'écologie apparaît, dans beaucoup de pays d'Afrique, comme une nouvelle définition du colonialisme. Auparavant, on disait aux peuples du tiers-monde: *«il faut vous civiliser»*. Désormais, c'est: *«il faut prendre soin de la Terre»*.

De la même façon, avec le renchérissement du prix de l'essence et les personnes dépendantes de leur voiture, on a vu que toutes les formes d'écologie ne sont pas facilement généralisables. Ce long travail de construction d'un sens commun accompli par les socialistes au cours du dernier siècle n'a pas été fait pour l'écologie politique, parce qu'on s'est dit que puisque le climat et la biodiversité constituaient des problèmes planétaires, ils allaient automatiquement porter des mobilisations globales. Mais ce passage du local au global est la chose la plus difficile qui soit, car il faut comprendre, connaître et promouvoir une volonté générale qui n'est pas donnée d'avance.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.